



MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**OPERATION : OPERATION : J230 - Etablissement public du Palais de la Porte Dorée –
PPI Travaux immédiats**

Mise en sécurité de l'escalier Nord

- Phase de déconstruction de l'escalier -

OBJET DU MARCHÉ : Déconstruction de l'escalier Nord

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Table des matières

Table des matières	2
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du titulaire.....	5
1.2. Découpage en tranches.....	5
1.3. Variantes	5
1.4. Conditions générales d'exécution	6
1.5. Intervenants	7
1.6. Prise en charge des ouvrages existants et état des lieux	9
Article 2. Pièces constitutives du marché	10
2.1. Pièces particulières.....	10
2.2. Pièces générales	11
2.3. Echelle des plans – Documents écrits et informatiques.....	12
Article 3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - règlement des comptes	13
3.1. Répartition des paiements	13
3.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes. .	13
3.3. Prestations similaires	15
3.4. Variation dans les prix	15
3.5. Sous-traitance	16
3.6. Gestion financière de chantier - Décomptes mensuels et décomptes finaux	17
Article 4. Préparation - Délai d'exécution - Pénalités.....	19
4.1. Période de préparation	19
4.2. Programme d'exécution des travaux.....	19
4.3. Délais d'exécution.....	20
4.4. Calendrier détaillé d'exécution.....	20
4.5. Suivi des calendriers.....	21
4.6. Prolongation des délais d'exécution.....	21
4.7. Pénalités	21
Article 5. Clauses de financement et de sûreté	26
5.1. Garanties exigées du titulaire	26
5.2. Avance	26
Article 6. Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits – Echantillons – Propriété industrielle et commerciale	27
6.1 - Provenance des matériaux et produits	27
6.2 - Caractéristiques - Qualités - Vérifications - Essais et épreuves des matériaux et produits	27
6.3 - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine.....	28

6.4 - Échantillons, prototypes et pièces de rechange, bons de commande des titulaires, propriété industrielle et commerciale	28
Article 7. Implantation des ouvrages.....	31
7.1 - Piquetage général et implantation	Erreur ! Signet non défini.
7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	Erreur ! Signet non défini.
7.3 - Repérages et conformité des existants	Erreur ! Signet non défini.
7.4 – Repères d'implantation et de nivellement	Erreur ! Signet non défini.
Article 8. Connaissance du site - Plan exécution - Coordination de chantier - Contraintes de site - Responsabilité - Secret professionnel – Travail dissimulé	32
8.1. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à exécution des travaux - vérification préalable.	32
8.2. Etudes d'exécution.....	32
8.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation	34
8.4. Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers.....	34
8.5. Démarches et autorisations administratives	39
8.6. Réunion de chantier - Rendez-vous de chantier - Réunions de coordination	39
8.7. Prise en charge du site, réception des supports.....	39
8.8. Protection contre les nuisances	40
8.9. Dégradations causées aux voies publiques	40
8.10. Responsabilité des ouvrages.....	40
8.11. Secret professionnel	40
8.12. Travail dissimulé.....	40
Article 9. Contrôle – Réception des travaux – Remise de l'ouvrage – Garanties - Assurances	41
9.1 - Contrôles.....	41
9.2 - Réception des travaux.....	42
9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	45
9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.	45
9.5 - Documents fournis après exécution	45
9.6 - Formation et mise au courant du personnel exploitant	45
9.7 - Délais de garantie	45
9.8 - Assurances.....	46
Article 10. Résiliations – MESURES COERCITIVES.....	50
10.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché	50
10.2. Résiliation pour motif d'intérêt général	50
10.3. Résiliation du marché aux torts du titulaire	50
10.4. Exécution de la prestation aux frais et risques	50
Article 11. Règlement des litiges	51

Article 12.	Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles	52
12.1.	traitement des données essentielles du marché public	52
12.2.	traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles ...	52
Article 13.	Dérogations aux documents généraux	53

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DU TITULAIRE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux à effectuer dans le cadre de l'opération du Plan Pluriannuel d'Investissement des travaux immédiats du Palais de la Porte Dorée :

**Etablissement public du Palais de la Porte Dorée – PPI Travaux Immédiats
Mise en sécurité de l'escalier Nord**

Phase de déconstruction de l'escalier Nord

Ces travaux de déconstruction sont des travaux préalables au projet de reconstruction d'un nouvel escalier et de restauration de la façade.

Cette opération prend place en site occupé par l'EPPPD, comprenant les bureaux, le musée de l'Histoire de l'immigration et l'aquarium du Palais. De plus, des opérations connexes se déroulent sur le site et à proximité immédiate du projet, notamment le chantier de restauration des couvertures, des pyramides Est et Centrale, et du péristyle du bâtiment de l'Etablissement Public du Palais de la Porte Dorée, mené par l'architecte en chef des monuments historiques dans la même temporalité que les travaux concernés par le présent marché.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement du domicile élu par le titulaire, à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie du lieu des travaux et ce jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au représentant du maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2. DECOUPAGE EN TRANCHES

1.2.1. Tranches

Le marché ne comporte aucune tranche.

1.3. VARIANTES

1.3.1. Variantes libres autorisées

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

1.3.2. Variantes imposées

Aucune variantes n'est imposée.

1.4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que ces travaux ont lieu dans un établissement en activité et ouvert au public, et que toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect du règlement intérieur de cet Établissement, et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner ses activités.

Pendant toute la durée du chantier, l'Etablissement Public du Palais de la Porte Dorée (EPPPD) sera en activité : personnel de l'Etablissement et public visiteur.

Ainsi, avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire reconnaît avoir notamment, avant la signature du marché :

- Pris connaissance complète et entière des locaux et des caractéristiques des installations ;
- Apprécié toute difficulté inhérente aux accès, fonctionnement du site, etc. ;
- Contrôlé les indications des documents du dossier de consultation ;
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- (a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.
- (b) l'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- (c) l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc.
- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.).
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.).
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés conformément à la réglementation en vigueur provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers.
- État défectueux des voies et accès, boues et gravois, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations.
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.
- Modification des accès utilisateurs et les flux chantier

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en référer au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage délégué, de manière anticipée, de façon à obtenir l'aval des utilisateurs et du PC sécurité du site.

Dans le cadre de ces travaux, lorsque des interventions sont prévues par point chaud ou émettrices de poussière, le titulaire devra effectuer systématiquement une demande de permis feu ou permis poussière au PC sécurité du site.

1.5. INTERVENANTS

1.5.1. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est **L'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (EPPPD)**.
Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage ».
Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

1.5.2. Mandataire

Le mandataire désigné par le maître d'ouvrage, conformément à la convention de mandat en date du 22 décembre 2022, est **l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC)** – 30 rue du château des rentiers – CS61336 – 75647 Paris cedex 13.

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « maître d'ouvrage ».

1.5.3. Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par Pierre-Jean TRABON de **l'Agence TRABON ARCHITECTURE**, Architecte en Chef des Monuments Historiques, ci-après dénommé « le maître d'œuvre ».

Mission de Moe type ACMH :

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base conforme à l'article R621-34 du Code du patrimoine, complétée des missions suivantes :

- Etudes d'exécution partielles (DPGF)
- CSSI Conception
- CSSI Exécution

Il est précisé que dans le cadre du contrôle général des travaux, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire préalablement visés par le représentant du maître d'ouvrage.

Toutefois, par dérogation aux articles 10.7, 14.4.2, 18.1.1, 18.3, 29.1 et 52.3 du CCAG-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage notifiera lui-même les décisions relatives :

- à la non-exécution d'une tranche optionnelle,
- à l'arrêt des travaux,
- au démarrage de la période de préparation et du délai d'exécution des travaux,
- à la prolongation de la période de préparation,
- à l'autorisation de reprendre les travaux suite à des mesures coercitives.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions de l'une de ces décisions appellent de sa part des réserves et par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre et au représentant du maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours.

1.5.4. Ordonnancement - Pilotage - Coordination (OPC)

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est conforme à la mission d'OPC définie à l'article 10 du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 et ses arrêtés d'application, détaillée et complétée ci-dessous.

La mission porte sur la phase de consultation des entreprises et les phases de préparation du chantier, suivi des travaux, réception des travaux et achèvement des ouvrages.

Cette mission est assurée par : **Planete Management**

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "l'OPC ou le pilote".

L'OPC est rémunéré par le maître d'ouvrage.

1.5.5. Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L. 125-1 et suivants et les articles R. 125-3 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

La mission de Contrôleur technique est assurée par :

Risk Control

38 Rue de Villiers
92300 Levallois PERRET

La mission confiée au contrôleur technique pour la présente opération porte sur les missions suivantes :

- à la solidité des ouvrages (type L)
- à la sécurité des personnes (type S)
- à la compatibilité des travaux avec l'existant (mission LE)
- à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées (mission Hand)
- à la stabilité des avoisinants (en cas de démolition des ouvrages existants - DEM)

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le Contrôleur Technique".

En conséquence, le titulaire soumettra toutes ses études, plans, notes de calculs, procès-verbaux d'essais, avis techniques, tous documents nécessaires, ainsi que ses matériaux et matériels au contrôleur technique.

Il remettra à ses frais les exemplaires des documents nécessaires au Contrôleur Technique.

1.5.6. Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

L'opération est soumise aux dispositions fixées par les articles L. 4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à un organisme agréé par le maître d'ouvrage. La mission relève de la **catégorie 2**.

La mission de coordonnateur SPS est assurée par :

BATIPREV

6-10 Rue Troyon
92310 Sèvres

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSPS".

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé joint à la liste des documents du dossier de consultation des entreprises (Annexe 5 du CCAP).

1.6. PRISE EN CHARGE DES OUVRAGES EXISTANTS ET ETAT DES LIEUX

Les travaux du présent marché seront exécutés dans le Palais de la Porte Dorée, en site occupé.

Un état des lieux – site de l’opération, ouvrages existants, abords des emprises concernées par les installations de chantier – sera établi avant l’exécution de tous travaux.

Cet état des lieux sera établi contradictoirement en présence du maître d’ouvrage, du MOE. Les états des lieux contradictoires se feront en présence d’un huissier missionné par le titulaire du lot 01, aux frais de ce dernier, pour tout le site.

Ces constats sont réalisés après notification du marché de travaux au titulaire et avant notification de l’OS de démarrage de la période de préparation.

Cet état des lieux vaut prise de possession du site du chantier par le titulaire qui en assure le frais de gardiennage et les conséquences d’éventuelles intrusions.

Le titulaire assure le piquetage du chantier pendant la période de préparation.

Article 2. Pièces constitutives du marché
--

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du Marché sont, par ordre de priorité décroissant :

2.1. PIECES PARTICULIERES

A. Pièces administratives

2.1.1. Règlement de consultation

2.1.2. L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes

Annexe 1. Demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance (DC4) ;

2.1.3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes

Annexe 1. Calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux

Annexe 2. Notice d'organisation de chantier (NOC) et Plan d'installation de chantier (PIC)

Annexe 3. Rapport initial de contrôle technique (RICT)

Annexe 4. Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la sante (PGCSPS)

Annexe 5. La charte chantier faible nuisance (à remplir par le candidat)

Annexe 6. Système informatique de gestion financière des marchés de travaux (EDIFLEX)

Annexe 7. Présentation CHORUS PRO

2.1.4. Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes

Annexe 1. Plan masse 1/250ème

Annexe 2. Plan masse 1/500ème

Annexe 3. Synopsis de démolition

Annexe 4. Plans de principe structure de l'escalier Nord existant

Annexe 5. Plan de phasage de la démolition

Annexe 6. Présentation de l'édifice et de l'escalier existant

- Annexe 7.* Rapport d'expertise FCBA
- Annexe 8.* DOE de la construction de l'escalier Nord existant
- Annexe 9.* Plan de relevé des réseaux
- Annexe 10.* Etude de faisabilité EGIS

2.1.5. Les décompositions du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour chaque lot

2.1.6. Un mémoire technique et méthodologique

Ce document comprend les dispositions que le titulaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Il contient toute information utile à la bonne compréhension de la proposition et en particulier, une note sur les moyens humains et les moyens techniques que le titulaire envisage de mettre en œuvre pour réaliser les travaux dans les délais prévus.

Ils ne sauraient être contractuels que si les engagements contenus dans ces documents sont plus favorables pour le Maître d'Ouvrage que les pièces contractuelles visées ci-avant.

2.2. PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.4.1 du présent CCAP.

2.2.1. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)

Le Cahier des Clauses Administratives Générales visé est celui applicable aux Marchés Publics de Travaux modifié par arrêté du 30 mars 2021 et l'arrêté du 29 décembre 2022 modifiant les cahiers des clauses administratives générales.

2.2.2. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG)

-Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0 indiqué dans l'acte d'engagement) issu de l'arrêté du 7 octobre 2021 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) et conformément à l'article R.2112-2 du code de la commande publique.

2.2.3. Le Cahier des Clauses Spéciales (C.C.S.)

Sans objet

2.2.4. Information concernant la réglementation des Services Publics Nationaux et Locaux

Par ailleurs, le titulaire devra s'informer de la réglementation des Services Publics Nationaux et Locaux, et exécuter les prestations conformément à cette réglementation.

Les travaux devront être effectués selon les normes établies dans le CCTP

2.3. ECHELLE DES PLANS – DOCUMENTS ECRITS ET INFORMATIQUES

2.3.1. Echelle des plans

En cas de contradiction entre plusieurs pièces graphiques, la priorité sera donnée dans l'ordre décroissant de leur échelle (1/1 - 1/2 - 1/5 - 1/10, etc.).

2.3.2. Ordre de priorité entre les documents écrits et informatiques

Au cours de l'exécution du marché, les intervenants pourront éventuellement être amenés à s'échanger des informations sous forme informatique (plans, notes, etc.).

Les documents informatiques seront toujours dupliqués sous forme écrite par l'émetteur à l'exception des projets de décompte.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents informatiques et les documents écrits, ces derniers prévaudront.

Article 3.	Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - règlement des comptes
-------------------	---

3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et le cas échéant à ses sous-traitants ;
- au groupement titulaire, ou, le cas échéant, au mandataire et à ses cotraitants, et le cas échéant à leurs sous-traitants.

3.2. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES.

3.2.1. Contenu des prix

Les prix indiqués dans le marché sont hors T.V.A. et incluent toutes les sujétions indiquées à l'article 9.1 du CCAG - TRAVAUX

Ils comprennent notamment les sujétions découlant :

- des prestations telles que décrites dans le CCTP ;
- de la législation du travail ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux dans des établissements monuments historiques etc. ;
- des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, le mobilier et les installations environnantes conservées et leurs équipements. Chaque titulaire installera à ses frais, les garde-corps pour satisfaire aux règlements de police et pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments ;
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;
- des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés ;
- des dépenses de réparation et de remise en état des parties classées monuments historiques éventuellement détériorées ;
- des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnement des fournitures ;
- des frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires ;
- que les travaux doivent être exécutés pendant la période horaire indiquée par la notice d'organisation de chantier (annexe 2 du présent CCAP) ;
- de la fourniture des petits matériaux ou matériels décrits dans les devis ;
- de la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des ouvrages dans les règles de l'art ;
- des frais de transports ;
- des frais d'études nécessaires à l'exécution des travaux et à soumettre au maître d'œuvre ;
- des sujétions étant susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages d'autres corps d'état ;

- de la pose et de l'entretien des panneaux de chantier ;
- des intempéries, dans les conditions fixées à l'article 4.6 du présent CCAP ;
- des frais, taxes de toutes sortes, ainsi que les primes d'assurance souscrites par le titulaire ;
- des dépenses liées à la gestion, à l'évacuation au tri et au traitement des déchets, y compris les déchets dangereux ;
- des démarches et de la délivrance des autorisations d'occupations temporaires en surface ou en tréfonds du domaine public ou privé, aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées ;
- de la nécessité éventuelle d'exécuter les prestations en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes ou en dehors des jours normalement ouverts).

Il est précisé que les personnels ouvriers devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'Établissement. Ils devront au préalable obtenir une autorisation d'accès pour chaque intervenant.

Le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation au titulaire au titre des installations de chantier.

3.2.2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché

Le règlement se fera sur la base du prix global forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement.

3.2.3. Travaux supplémentaires ou modificatifs

Par dérogation aux articles 13.1 et 13.4 du CCAG-Travaux, l'ordre de service ayant pour objet des prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix fixe le délai maximum dans lequel le titulaire doit transmettre au maître d'œuvre son devis.

Ce devis devra être détaillé et accompagné des métrés ; il reprendra les codes et références figurant dans la D.P.G.F.

Il sera présenté sous format PDF et sous format modifiable Excel.

Par dérogation, à l'article 13.4 du CCAG-Travaux, l'ordre de service fixant les prix provisoires des prestations supplémentaires ou modificatives intervient au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de la réception du devis par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire omettrait de transmettre ces éléments dans les délais impartis, le maître d'œuvre pourra établir un ordre de service sur la base de prix provisoires.

Par dérogation à l'article 13.6 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires fixés par ordre de service si, dans le délai de 15 jours à compter de la notification de l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Le Titulaire ne peut prétendre à une indemnité si les études de modifications et les devis ne connaissent pas de suite.

Par dérogation aux dispositions de l'article 2 du CCAG Travaux, les ordres de service devront impérativement être visés par tout moyen par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les prestations supplémentaires ou modificatives exécutées en violation des présentes stipulations ne seront pas rémunérées.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur peut ordonner directement la réalisation de travaux ou prestations par ordre de service.

Lorsque le représentant du maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, d'un état supplémentaire de prix forfaitaires, d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires ou d'un bordereau supplémentaire de prix mixtes, signé des deux parties.

3.2.4. Augmentation et diminution dans la masse des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage, deux mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le représentant du maître d'ouvrage peut soit conclure un avenant avec le titulaire, soit notifier au titulaire une décision de poursuivre les travaux. La décision de poursuivre les travaux fixe le nouveau montant des travaux. Le titulaire est alors tenu d'exécuter les travaux à hauteur du montant des travaux fixé par la décision. Le dépassement du nouveau montant des travaux donne lieu à la même procédure que celle définie dans le présent article pour le dépassement du montant contractuel des travaux.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux et après notification d'une décision de poursuivre, le titulaire ne peut s'opposer à l'exécution de travaux, de l'espèce définie au 1er alinéa de l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux, prescrits par ordre de service que s'il établit que le montant cumulé des travaux prescrits depuis la notification de la décision de poursuivre excède le dixième du montant des travaux fixés par la décision.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage peut notifier au titulaire une décision de diminution du montant des travaux.

Par dérogation aux articles 14-3 et 15-1 du C.C.A.G.-Travaux, il est précisé que l'augmentation ou la diminution limite au-delà de laquelle le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice éventuellement subi est portée à 15% du montant contractuel des travaux.

3.3. PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

3.4. VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-13 du Code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.4.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois figurant à l'acte d'engagement (dit mois zéro).

3.4.2. Type de prix

Le marché est traité sur la base d'un prix forfaitaire figurant à l'acte d'engagement et dont la décomposition figure dans la DPGF.

Les prix sont révisibles selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 * \frac{Im - 4}{Im_0 - 4}$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- Po est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (Io-4) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (I-4).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Les indices retenus pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût de la prestation sont les suivants : BT01.

3.4.3. Révision provisoire - révision définitive

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier état d'acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant.

3.4.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur au moment du fait générateur. Les montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur au moment du fait générateur.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

3.5. SOUS-TRAITANCE

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants, R. 2193-1 et suivants) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Conformément à l'article L. 2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire principal est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le représentant du maître d'ouvrage n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance par le titulaire au représentant du maître d'ouvrage est fixé à 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le titulaire.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité prévue à l'article 4.7.8 du présent CCAP sera appliquée.

3.6. GESTION FINANCIERE DE CHANTIER - DECOMPTES MENSUELS ET DECOMPTES FINAUX

Le règlement des comptes est mis en œuvre dans les conditions fixées à l'article 10.2 du C.C.A.G.-Travaux en tenant compte des dérogations mentionnées ci-après.

La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Par dérogation aux dispositions aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCGA-Travaux, la gestion des décomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe n°5 du présent CCAP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable.

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.2 du C.C.A.G Travaux en tenant compte des dérogations suivantes :

- le maître d'œuvre, à partir du décompte mensuel, dressent un projet d'état d'acompte mensuel, comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, et l'adressent au représentant du maître d'ouvrage par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux dans un délai de 6 jours à compter de la réception du projet de décompte.
- Le représentant du maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte. L'état d'acompte mensuel est notifié au titulaire par le représentant du maître d'ouvrage.
- En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du maître d'ouvrage règle les sommes qu'il a admises.

Le titulaire transmet simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre son projet de décompte final dans un délai de 30 jours, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG -Travaux, à compter des dates suivantes :

- Date de notification de la décision de levée des réserves à la réception,

- Date de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et des documents nécessaires à l'établissement à l'établissement du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO)

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates suivantes :

- Quarante-cinq jours à compter de la date de notification du projet de décompte final au maître d'œuvre ;
- Vingt jours à compter de la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

En application de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le représentant du maître d'ouvrage notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Par dérogation à l'article 12.4.4 si le représentant du maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, ne vaut pas acceptation et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1.

Par dérogation à l'article 12.4.3 du CCAG-Travaux, le règlement pour solde du décompte général et définitif est suspendu jusqu'à la transmission au représentant du pouvoir adjudicateur par le titulaire du quitus de règlement des frais de compte prorata délivré par le gestionnaire dudit compte.

Article 4.	Préparation - Délai d'exécution - Pénalités
-------------------	--

4.1. PERIODE DE PREPARATION

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, le présent marché comporte une période de préparation d'une durée de **2 semaines**.

Il est procédé, avant tout commencement d'exécution des travaux et conformément aux articles 28.2, 28.3, 29 et 28.4 du CCAG-Travaux, aux opérations énoncées suivantes :

- Établissement et remise au maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et de ses annexes dans les conditions fixées à l'article 4.2 du présent CCAP ;
- Élaboration et remise au maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 4.4 du présent CCAP ;
- Établissement et remise au CSPS du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre du programme des études d'exécution ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre du plan d'assurance qualité.

L'ensemble de ces pièces, ainsi que celles décrites par le CCTP devra être remis au représentant du maître d'ouvrage sous format « .pdf » pour ce qui concerne les documents écrits et sous format « .pdf » et « autocad » pour les plans.

Par dérogation aux articles 28.2.2 et 28.2.3 du CCAG-Travaux, le délai de remise de ces documents est le suivant :

- Le programme d'exécution des travaux : 1 semaine
- Le PPSPS : 1 semaine
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux : 1 semaine
- Le programme des études d'exécution : 2 semaines
- Le plan d'assurance qualité : 2 semaines

Le délai court à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la préparation de chantier.

Les rectifications qui seraient demandées au titulaire devront être faites dans un délai de cinq (5) jours.

En cas de retard dans l'établissement, la remise ou la rectification de ces pièces, il sera fait application de la pénalité fixée à l'article 4.7.2 du présent CCAP.

4.2. PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

En complément de l'article 28.2.1 du CCAG-Travaux, le programme d'exécution des travaux et ses annexes devront préciser :

- les moyens en homme et en matériel que le titulaire prévoit de mettre en place,
- le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier et qui devront être compatibles avec le programme du titulaire et les travaux à réaliser,
- la provenance de tous les matériaux, ainsi que les noms et adresses de tous les fournisseurs, gîtes, carrières et ballastières,
- les possibilités de contrôle systématiques prévues sur le matériel de fabrication, d'une part, et sur le produit fabriqué, d'autre part, ainsi que le nom du responsable de l'auto-contrôle.

- les plans d'aménagement des emprises et d'installations de chantier montrant les accès et les circulations des engins de chantier et des véhicules de secours dans les différentes phases de travaux.

Le programme d'exécution des travaux sera mis à jour autant que de besoin au cours du chantier, sur demande du Maître d'œuvre ou du représentant du pouvoir adjudicateur, et les mesures prises à la validation de ce dernier.

4.3. DELAIS D'EXECUTION

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux (période de préparation comprise) et le délai d'exécution du marché propre au titulaire sont fixés à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux (période de préparation comprise) commence à courir à partir de la notification de l'ordre de service de démarrage.

4.4. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier prévisionnel des études et des travaux figurant à l'annexe 1 du CCAP sert à l'établissement du calendrier détaillé d'exécution sur la base des éléments fournis par le titulaire.

- a. Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le pilote après consultation du titulaire.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier,

Après acceptation par le titulaire, le calendrier détaillé d'exécution est remis au maître d'œuvre pour être soumis à l'approbation du représentant du maître d'ouvrage.

- b. Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le pilote peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des travaux fixé à l'article 5 de l'acte d'engagement.
- c. Par dérogation aux articles 4.1 et 28.2.3 du CCAG-Travaux, le calendrier détaillé d'exécution visé en a), éventuellement modifié comme il est indiqué en c), est rendu contractuel par ordre de service notifié au titulaire.
- d. Le calendrier prévisionnel d'exécution demeure valable et s'applique tant que le calendrier détaillé d'exécution n'aura pas été validé.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application des pénalités prévues.

4.5. SUIVI DES CALENDRIERS

Le suivi des calendriers sera effectué par le maître d'œuvre systématiquement toutes les semaines et en permanence avec l'OPC.

De plus, le constat d'avancement du chantier se fera chaque semaine. Pour cela, le titulaire remettra à une échéance fixe qui sera déterminée pendant la période de préparation de chantier, deux exemplaires de la feuille hebdomadaire sur laquelle il sera porté pour la semaine écoulée :

- les avances ou retards constatés ;
- les motifs des retards ;
- les prévisions de rattrapage ;
- les journées d'intempéries.

En cas de retard du titulaire de tâches sur le chemin critique, donc sans marge libre et décalant le délai global de livraison, le maître d'œuvre pourra à tout moment lui prescrire de définir dans le délai de **5 jours** les moyens exceptionnels à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

A défaut par le titulaire d'avoir satisfait à la demande du maître d'œuvre dans le délai susvisé, celui-ci pourra lui notifier un calendrier de rattrapage.

Dans les deux cas, le titulaire devra examiner en conséquence l'organisation de ses travaux.

Les conséquences de ce remaniement seront aux frais du titulaire.

Les difficultés qu'il pourra rencontrer pour effectuer ce remaniement ne pourront, en aucun cas, justifier une demande de prolongation des délais, ni l'autoriser à présenter une réclamation basée sur ce chef.

4.6. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens de l'article 18.2.3 (premier alinéa) du CCAG-Travaux est fixé forfaitairement à **5 jours**.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limitées ci-après :

- Précipitations journalières supérieures ou égales 15 mm ;
- Températures moyennes de la journée inférieures à - 6 ° C à 7h et encore inférieures à 2°C à 11h.

Phénomènes constatés à l'observatoire de Paris, à la double condition que :

1. Ces phénomènes exercent une influence directe sur le déroulement des travaux ;
2. Les jours ainsi décomptés viennent en excédent des jours d'intempéries réputés prévisibles.

4.7. PENALITES

Toutes les pénalités issues des articles 4.7.1 à 4.7.18 du présent CCAP ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités encourues, sauf décision contraire du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

4.7.1. Généralités

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG-Travaux, toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, l'OPC ou le CSPS du retard par rapport notamment :

- aux délais d'exécution ;
- aux dates d'exécution, notifiées par Ordre de Service et relatives à des tâches ponctuelles d'études ou d'exécution ;
- aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier ;
- aux dates et heures de rendez-vous de chantier ;
- aux dates fixées pour la remise de documents.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G-Travaux.

L'application des pénalités ou retenues de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux. Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-Travaux, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités fixées ci-dessous.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

4.7.2. Pénalités pour retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents

En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des pièces prévues aux articles 4.1, 4.2 et 4.4 du présent CCAP, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard et par document est fixé à : 500 € HT.

4.7.3. Pénalités en fin de travaux

En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux il sera fait application des dispositions de l'article 19.2 du C.C.A.G.-Travaux.

4.7.4. Retenues intermédiaires et pénalités définitives

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, des retenues intermédiaires pourront être appliquées en cas de retard dans l'exécution des tâches critiques figurant au calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4.4 du présent CCAP ou de tâches devenues critiques, sur simple constatation par le maître d'œuvre.

Le montant H.T. de la retenue journalière intermédiaire sera de : $M/3000$

où : M = montant H.T. global du marché

Cette constatation est consignée dans le procès-verbal de chantier.

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives si la condition suivante est remplie :

- le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution prévu ;

4.7.5. Respect des Consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène – Gestion des déchets – Lutte contre le travail dissimulé

Tout manquement ou infraction aux dispositions décrites au PGCSPS, PGC, au CCAP et au CCAG-Travaux entraînera l'application :

- d'une pénalité de 800 € HT par manquement aux consignes de sécurité-sûreté constaté par le CSPS, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre ;
- d'une pénalité de 800 € HT pour non-respect d'un arrêt de chantier, partiel ou total, décidé par le Maître d'Ouvrage ;
- d'une pénalité de 800 € HT pour non-respect des consignes d'intervention en milieu plombé, par le CSPS, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage ;
- d'une pénalité journalière de 500 € HT pour tout manquement aux consignes et prescriptions en termes d'hygiène constaté par le CSPS, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre ;
- d'une pénalité journalière de 500 € HT pour tout manquement en termes de gestion des déchets, de maintien de propreté du site constaté par le CSPS, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre ;

Le non-respect des consignes d'identification des ouvriers (port du badge et/ou d'une tenue au logo de l'entreprise), entraînera l'application d'une pénalité de 50 € HT par constat du CSPS, du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre.

Toute personne souhaitant intervenir sur le chantier mais n'ayant pas été préalablement enregistrée au près du logisticien se verra l'accès interdit au chantier.

En cas de manquement du Titulaire à la réglementation relative au travail illégal définie à l'article L.8211-1 1°), 2°), 3°) et 4°) du code du travail, par infraction constatée ;

Découverte d'un sous-traitant non déclaré ou en cas de non-respect des dispositions législatives ou réglementaires sur la sous-traitance : 2000 € HT par infraction constatée.

4.7.6. Respect des modalités de livraison

Le règlement interchantier prévoit les modalités d'utilisation d'une plateforme permettant la réservation de créneaux de livraison à son article 4.4.

En cas de non-respect de ces modalités de livraisons établies en concertation avec le service logistique des chantiers, en particulier le non-respect des horaires de livraison, il pourra être fait application d'une pénalité de **200 €** par manquement constaté.

4.7.7. Retard et absence aux réunions de chantier, rendez-vous de chantier réunion de coordination

Conformément à l'article 8.6 du présent CCAP l'absence ou le retard aux réunions de chantier entraînera l'application d'une pénalité de **500 €** HT par absence ou retard constaté.

4.7.8. Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage

Conformément à l'article L. 2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance par le titulaire au représentant du maître d'ouvrage est fixé à 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG – Travaux, en cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 500 € HT par jour de retard.

4.7.9. Production des documents visés aux articles D.8222-5 et 7 du Code du travail

Sur demande écrite du représentant du maître d'ouvrage, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 8.13 du présent CCAP (articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité journalière de **500 € HT** sera appliquée par jour de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du maître d'ouvrage aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

4.7.10. Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale

Conformément à l'article 9.9.1 du présent CCAP, le titulaire est tenu de justifier :

- Qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le maître d'ouvrage et le représentant du maître d'ouvrage du fait notamment de l'exécution des travaux objet du marché ;
- Qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil, et présenter l'attestation d'assurance correspondante.

Les attestations produites devront être conformes aux dispositions de l'article 9.9.1 du présent CCAP. Le délai de communication des attestations d'assurances par le titulaire au représentant du maître d'ouvrage est fixé à 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **200 € HT** par jour de retard.

4.7.11. Propreté générale du chantier

En cas de manquement de nettoyage du chantier, des abords et de la base vie, constaté par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le CSPS, il pourra faire l'objet d'une application d'une pénalité de 500 € HT par jour de retard de nettoyage à partir de la première constatation.

4.7.12. Repliement de zones de stockage ponctuelles et remise en état des lieux

En cas d'absence d'évacuation des matériels demandée par la maîtrise d'œuvre ou le maître d'ouvrage, dans un délai fixé, l'entreprise titulaire encourra la pénalité de retard suivante : **300 € HT** par jour de retard.

4.7.13. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations du chantier et à la remise en état des lieux (postes de travail et aires de chantier). Conformément à l'article 37.1 du C.C.A.G.-Travaux, les matériels et matériaux sans emploi seront dégagés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, ces prestations seront exécutées aux frais du titulaire sans préjudice de l'application de la pénalité définitive fixée à l'article 4.7.3 du présent CCAP.

4.7.14. Délais et retard dans la remise des documents fournis après exécution

En application de l'article 40 du C.C.A.G. - Travaux, en cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, le titulaire encourt la pénalité de **500€ HT** par jour de retard.

Des retenues intermédiaires pourront être appliquées.

4.7.15. Retard dans la levée des réserves à la réception

En cas de retard dans la levée des réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, le titulaire la pénalité de **500 € HT** par jour de retard par réserve non levée, après le délai convenu avec la maîtrise d'ouvrage déléguée dans **l'EXE 6**.

4.7.16. Réfections pour imperfections techniques

En attente d'un accord entre le représentant du maître d'ouvrage et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41.7 du CCAG-Travaux feront l'objet d'une réfection provisoire de 10% du montant hors T.V.A. des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix forfaitaire des sous détails des prix.

4.7.17. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 100 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 200 € HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4.7.18. Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

5.1. GARANTIES EXIGÉES DU TITULAIRE

Le présent marché prévoit une retenue de garantie d'un montant de 5% à la charge du titulaire.

Cette garantie sera constituée selon les conditions fixées aux articles L. 2191-7 et R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique.

5.2. AVANCE

En application de l'option B du CCAG, une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Article 6.**Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits – Echantillons – Propriété industrielle et commerciale****6.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Les CCTP fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les autres pièces du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G.-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre et au représentant du maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité et l'accord préalable du maître d'œuvre, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage et le maître d'œuvre disposent d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

6.2 - CARACTERISTIQUES - QUALITES - VERIFICATIONS - ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**6.2.1 - Complément de contrôles**

En complément des contrôles usuels et normalisés, le titulaire procédera aux contrôles et vérifications définis ci-après, en cohérence avec les procédures du contrôle qualité prévu au présent CCAP

6.2.2 - Compléments et dérogations apportées par le CCTP

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG - TRAVAUX (notamment, les articles 23, 24 et 25) et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et les qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser pour les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Les vérifications de qualité seront assurées par un organisme notoirement connu, que le titulaire proposera à l'agrément du maître d'œuvre.

En particulier, les matériaux et produits doivent être conformes aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Les frais de ces vérifications sont à la charge du titulaire quel que soient leurs résultats.

6.2.3 - surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières du titulaire

Les CCTP précisent les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières du titulaire ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance seront assurées par un organisme notoirement connu que le titulaire proposera à l'agrément du maître d'œuvre. Les frais de ces vérifications et surveillances sont à la charge du titulaire.

6.2.4 - Exécution des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché

Par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G.-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peuvent décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux.

Si le résultat de ces essais et vérifications démontre une non-conformité de l'ouvrage, le titulaire en supporte le coût.

Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage en supporte le coût.

Dans tous les cas, la fourniture des matériaux nécessaires pour les essais, reste à la charge et aux frais du titulaire. Ils ne feront donc pas l'objet de rémunération de la part du maître d'ouvrage.

6.3 - PRESTATIONS COMPORTANT UN DELAI IMPORTANT DE FABRICATION OU DE STOCKAGE EN USINE

Sous réserve de la production des documents justifiant qu'il est devenu propriétaire des matériels ou éléments de matériels pris en compte et qu'il les a effectivement payés, le titulaire pourra faire figurer dans un projet de décompte :

- pour les éléments de matériels approvisionnés en usine, **30%** de la valeur fourniture des matériels correspondants ;
- pour les matériels et éléments d'ouvrage dont la fabrication en usine est terminée, **50%** de la valeur « fournitures ».

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété (copie des factures avec nom des fournisseurs, nature des approvisionnements, montants, date, mode de règlement).

Les matériaux ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Le montant pris en compte dans le projet de décompte sera établi sur la base du montant des factures correspondantes.

6.4 - ÉCHANTILLONS, PROTOTYPES ET PIECES DE RECHANGE, BONS DE COMMANDE DES TITULAIRES, PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

6.4.1 - Échantillons

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés aux CCTP

Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque les CCTP prévoient des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par le titulaire avec les matériaux de référence prescrits aux CCTP appartiendra au maître d'œuvre.

En cas de divergence de vue avec le titulaire en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence eux-mêmes.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées par l'O.P.C. et le maître d'œuvre pour permettre le respect des dates fixées au calendrier.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution visés à l'article 4.7.3 du présent CCAP.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre sur les échantillons présentés.

6.4.2 - Prototypes

Les prototypes prévus au CCTP feront l'objet d'un agrément du maître d'œuvre, après quoi ils ne pourront plus être modifiés.

Ils seront conservés sur le chantier dans un lieu arrêté en accord avec le maître d'œuvre, et ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans l'ouvrage.

Le coût des prototypes est réputé inclus dans le montant du prix global et forfaitaire du marché concerné.

Le titulaire du marché les évacuera à la fin du chantier à la demande du représentant du maître d'ouvrage.

6.4.3 - Pièces de rechange

Dans l'hypothèse où le CCTP le prévoit, les prescriptions suivantes sont applicables :

L'option pièces de rechange sera notifiée au titulaire par ordre de service accompagné de la décision du représentant du maître d'ouvrage. Cette décision pourra intervenir à n'importe quel moment pendant la durée du marché. Il précisera le lieu de stockage, ainsi que les dates et heures possibles de livraison.

Les pièces de rechange seront emballées en vue d'un stockage de longue durée. Chaque colis comprendra des pièces de même nature avec mention lisible sur l'emballage des pièces contenues dans le colis.

Le titulaire fournira également un état récapitulatif des différents colis avec mention de chaque pièce livrée.

Le titulaire acheminera les pièces jusqu'au local de stockage spécifié dans l'ordre de service.

Les opérations de vérifications et de réception seront effectuées dans le local de stockage. Le titulaire est donc responsable de toute dégradation intervenant lors de l'acheminement des colis.

6.4.4 - Bons de commande des titulaires

Sur simple demande du maître d'œuvre, le titulaire lui transmettra les bons de commande détaillés de fournitures entrant dans les ouvrages de son lot.

6.4.5 - Propriété industrielle et commerciale CCAG

Conformément aux dispositions fixées à l'article 45.2 du C.C.A.G - Travaux et par dérogation à l'article 45.1, le titulaire prendra en charge les éventuels frais et redevances pour l'utilisation des brevets, licences, dessins et modèles, marque de fabrique ou de commerce qu'il serait amené à utiliser même s'ils lui sont imposés dans son marché.

1) - Les plans, documents techniques, prototypes et échantillons remis par le maître d'ouvrage et par le maître d'œuvre au titulaire du marché sont et restent la propriété exclusive du maître d'ouvrage et du maître d'ouvrage et doivent être restitués au représentant du maître d'ouvrage après exécution du marché.

2) - De convention expresse, l'ensemble des études, les projets, plans, devis, documents techniques divers, logiciels et résultats brevetables ou non résultant de l'exécution du marché sont la propriété pleine et entière du maître d'ouvrage et du maître d'ouvrage qui peuvent les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article 3 du présent CCAP couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire du marché et / ou les inventeurs peuvent se prévaloir notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

3) - En conséquence, les études, plans, projets etc. ne peuvent être utilisés par le titulaire du marché pour son propre usage, ni être copiés, reproduits ou communiqués à des tiers, sans l'autorisation préalable et écrite du représentant du maître d'ouvrage.

En cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire du marché en avisera immédiatement le représentant du maître d'ouvrage.

Article 7.	Implantation des ouvrages
-------------------	----------------------------------

Sans objet.

Article 8.**Connaissance du site - Plan exécution - Coordination de chantier - Contraintes de site - Responsabilité - Secret professionnel – Travail dissimulé****8.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATION PREALABLE.**

Le titulaire est réputé avoir avant la remise de son offre :

- (1) Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- (2) Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.
- (3) Procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.)
- (4) Contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Service des Ponts et Chaussées, Services Municipaux, Service des Eaux, Gaz de France, Électricité, Télécom, etc...).
- (5) Pris connaissance des zones de travaux de la présente opération actuels et simultanés au droit des zones du chantier de l'opération objet de la présente consultation (clos et couvert MH, espaces extérieurs ...).
- (6) Pris connaissance des consignes de sécurité et du protocole du PC sécurité pour éviter les départs d'incendie.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

8.2. ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail seront établis par le titulaire. Ce dernier soumettra l'ensemble de ces documents au visa du maître d'œuvre et à l'avis du contrôleur technique dans les conditions indiquées ci-après.

8.2.1. Généralités

Comme indiqué à l'article 29 du CCAG - TRAVAUX, les plans d'exécution des ouvrages aux échelles précisées dans le CCTP, les spécifications techniques détaillées, les notes de calcul et notes techniques, et tous documents complémentaires à ceux du marché, nécessaires à la réalisation des ouvrages, seront dus et établis par les titulaires et soumis, après avis du contrôleur technique, à l'approbation du maître d'œuvre, avant toute exécution.

Ils devront être remis au représentant du maître d'ouvrage sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format « autocad » et « .pdf » pour les plans.

Tous les documents, plans, notes de calculs, visés au présent article seront diffusés par les titulaires en plusieurs exemplaires papiers d'une part : à l'architecte (2 exemplaires) ; au bureau d'étude de l'équipe de Maîtrise d'œuvre (1 exemplaire) ; au bureau de contrôle (1 exemplaire) ; et d'autre part en version informatique sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits

et sous format « pdf » et « autocad » pour les pièces graphiques aux mêmes destinataires et à l'OPC. La date de réception par la Maîtrise d'œuvre de ces documents d'exécution sera la date de réception des exemplaires papiers.

Le titulaire doit également la justification, soit par le calcul, soit par essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux, en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée ou lorsqu'une conformité aux normes NF S 61-931 et suivantes est requise.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces validations, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

En complément de l'article 29.1.3 du CCAG-Travaux, il est précisé que le titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa et/ ou avis apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et / ou les contrôleurs techniques, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Autres obligations du titulaire :

- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis,
- respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis par l'OPC.

Les documents établis par le titulaire ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit après contrôle à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par le titulaire, en aucune manière cette reprise ou mise à jour de plans ne doit remettre en cause le planning des études et ne doit engendrer une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

8.2.2. Élaboration des plans d'exécution

Le titulaire élabore les plans d'exécution et le cas échéant les plans d'atelier et de chantier de ses propres ouvrages.

Les documents (pièces graphiques et pièces écrites) établis par le titulaire porteront un cartouche conforme au modèle fourni.

8.2.3. Annexes aux plans d'exécution

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- des notices explicatives et justificatives,
- des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés, notamment des P.V. d'essais,
- des méthodes d'essais éventuels,
- du mode d'exécution et phasage,
- de la nomenclature des composants,
- des avant-métrés.

8.2.4. Synthèse des plans

Le titulaire dessinera également sur ses plans d'exécution, outre ses propres ouvrages, les ouvrages mitoyens à ceux-ci.

8.2.5. Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées. Les symboles et notations seront conformes aux normes de la classe NF X 02.

A défaut de règles fixées par le C.C.T.G ou de normes, toute formule utilisée devra être justifiée soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Le maître d'œuvre pourra exiger la fourniture des dites publications.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, le titulaire devra fournir :

- la description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme utilisé,
- la liste des données,
- la liste des résultats,
- une note expliquant et commentant les résultats.

8.3. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION

Pour l'application de l'article 6 du CCAG -Travaux, le titulaire est réputé s'être informé auprès des services de l'Inspection du travail dont dépend le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

8.4. ORGANISATION - HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS

8.4.1. Plan d'hygiène et de sécurité

Le titulaire soumettra au maître d'œuvre, au représentant du maître d'ouvrage et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre pour ses installations de chantier.

Le maître d'œuvre et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé se réservent un droit de contrôle préalable sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

Dans l'enceinte du chantier, les dépôts provisoires de matériaux devront recevoir préalablement l'accord du maître d'œuvre pour leur emplacement et leur durée.

Les déblais ne pourront être stockés ; ils devront faire l'objet d'un enlèvement journalier.

Le contrôle et le suivi des déchets seront réalisés dans les conditions fixées par l'article 36 du CCAG-Travaux et le respect de la réglementation.

8.4.2. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Les mesures ci-après concernant l'Hygiène et la Sécurité sont à prendre par le titulaire :

(a) *Locaux du personnel*

Le titulaire du marché devra prévoir ses propres cantonnements, à sa charge et prévus sur la partie Nord du parking Est du Palais de la Porte Dorée.

(b) *Dispositions générales de chantier*

Le chantier est soumis aux dispositions **des articles L4531-1 et suivants du code du travail ainsi qu'aux articles. R. 4532-1 et suivants du même code concernant la sécurité et la santé des travailleurs.**

Par ailleurs, il est rappelé que les travailleurs indépendants intervenant sur le chantier sont tenus de se soumettre aux prescriptions réglementaires résultant des dispositions des articles R4535-1 et suivants et R4321-1 et suivants du code du travail.

Mission du coordonnateur-sécurité :

Le coordonnateur a pour mission de veiller à l'application des principes généraux de prévention énoncés aux articles L. 4121-1 à -5, L. 4522-1 et L. 4612-9 du Code du travail. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier. Sa mission concerne la phase étude et travaux.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du code du travail, à chacun des participants à l'opération, et notamment celle du titulaire et le cas échéant, de ses cotraitants et sous-traitants.

Le titulaire doit permettre au coordonnateur d'exercer sa mission telle que définie par les dispositions fixées par les articles L. 4532-1 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

Le coordonnateur a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, il est présent sur le chantier dans les conditions fixées par le représentant du maître d'ouvrage. Le coordonnateur organise, avec le maître d'œuvre et avec le titulaire les relations qui sont nécessaires à l'exercice de sa mission. Il assiste à toutes les réunions de chantier. Le titulaire transmet au coordonnateur toutes les remarques de la maîtrise d'œuvre et les observations des organismes concernant la sécurité et la protection des travailleurs

Il est fait application de l'article 31.4 du CCAG Travaux. Le CSPS intervient en tant qu'autorité compétente au sens du premier alinéa de l'article 31.4.1.

Tout travail qui n'est pas réalisé suivant les prescriptions du PGC ou des P.P.S.P.S. peut justifier l'ajournement total ou partiel des travaux, sans préjudice des dispositions ci-dessus. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre

Le respect de ces dispositions s'impose également au sous-traitant.

Obligations du titulaire :

En application des dispositions susvisées, le titulaire est tenu d'établir le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) avant tout commencement d'exécution des travaux .

8.4.3. Incendie et poussières

Le site abrite au sein de plusieurs bâtiments et sous-sols des documents d'Archives de l'histoire du pays et des minutes de Notaire de la ville de Paris, ainsi qu'un espace de consultation et des galeries de communication des documents. Deux musées sont également présents sur le site, à savoir le musée des Archives Nationales et le musée des Décors de la Chancelleries d'Orléans. Ces bâtiments restaurés et ces collections sont de valeur historique et patrimoniale inestimable. **Leur protection vis-à-vis du feu et des infections propagées par des poussières est indispensable.**

Le titulaire sera tenu d'assurer la sécurité incendie du chantier durant toutes les phases de travaux, les points suivants feront l'objet d'une attention particulière :

- Eviter le départ du feu
- Permettre l'évacuation du personnel

- Limiter la propagation du feu
- Faciliter l'intervention des services de secours

Les dispositions suivantes devront faire l'objet d'une attention particulière :

- Eviter le départ du feu
 - Prévision d'un organe de coupure général du chantier.
 - Proposition d'enchaînement des tâches qui tiennent compte du risque incendie.
 - Prévision des mesures empêchant les intrusions dans la zone chantier.
- Permettre l'évacuation du personnel
 - Maintien durant toute la durée du chantier des dégagements nécessaires à l'évacuation du personnel.
- Limiter la propagation du feu
 - Prévision des isolements au feu nécessaire (implantation avec distances suffisantes et/ou matériaux coupe-feu) pour éviter la transmission du feu au bâtiment avoisinants.
 - Prévision des isolements au feu nécessaire (implantation avec distances suffisantes et/ou matériaux coupe-feu) pour les cantonnements et les lieux de stockage).
 - Mise en place d'un compartimentage coupe-feu des zones à risque en tant que besoin
 - Mise en place des matériels d'extinction et des dispositifs de détection nécessaires.
 - Organisation de rondes de surveillances.
- Faciliter l'intervention des services de secours
 - Maintien durant toute la durée du chantier des possibilités d'accès des services de secours depuis la voie publique jusqu'à l'intérieur de l'enceinte chantier.

En complément des indications précédentes et celles du CCTP, un **protocole incendie** sera mis en place entre les services techniques des archives nationales, notamment le PCS et le titulaire. Ce protocole précisera le fonctionnement des équipements mis en place par le titulaire lors de la phase travaux et les procédures d'interventions en cas d'alerte incendie. Il sera établi en accord avec le maître d'œuvre et le CSPS lors de la phase de préparation des travaux et le titulaire devra s'y conformer tout au long des travaux.

Le titulaire doit, préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, remplir un **permis feu** (fourni en annexe 3bis) et le transmettre aux agents du poste central de sécurité du site.

Sur le même principe un permis poussière est requis pour tous travaux avec un risque d'empoussièrement.

8.4.4. Circulation des engins et véhicules et nettoyage des voies d'accès au chantier

Le titulaire prendra toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectuera en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Au cas où il ne procéderait pas en temps utile au nettoyage demandé par le représentant du maître d'œuvre sur le chantier, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire procéder à ce nettoyage, par l'entreprise de son choix, aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable conformément à l'article 31.4.4 du C.C.A.G-Travaux.

Les sommes correspondantes étant retenues sur le premier décompte mensuel suivant. Cette possibilité que se réserve le maître d'œuvre est réputée n'atténuer en rien la responsabilité du titulaire vis-à-vis de l'ouvrage public ou aux usagers de la voie publique.

Le titulaire devra s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux voies d'accès.

8.4.5. Nettoyage de chantier

Indépendamment de l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire doit le maintien permanent en état de propreté et le nettoyage au moins hebdomadaire de son emprise de chantier. À tout moment, le MOA se réserve le droit de faire intervenir au frais et risques du titulaire, une entreprise de nettoyage.

8.4.6. Interdictions momentanées

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents.

La police pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier et d'y placer ses agents à l'occasion de visites officielles. Elle pourra prescrire le déplacement de matériel ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

Par ailleurs, un dispositif de mesure des vibrations pourra être mis en place, assorti d'un seuil d'alerte.

8.4.7. Obligations, règlements et sécurité, comportement du personnel

(a) Obligations, règlements et sécurité

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du pilote les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

La carte de circulation est délivrée sur demande expresse du titulaire au représentant du maître d'ouvrage : elle devra être restituée au départ du titulaire intervenant.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du maître d'ouvrage, du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du CSPS, l'exclusion du contrevenant.

(b) Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'Établissement. Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux de l'Établissement sans exception.
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'Établissement.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du maître d'ouvrage, du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du CSPS, l'exclusion du contrevenant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit :

- être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient en application de l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux ;

- être muni d'un badge défini dans les conditions du PGCSPPS pour le contrôle d'accès.

Le titulaire est, en outre, tenu de se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du CCAG-Travaux relatives à l'identification et à l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier.

Le titulaire est tenu de produire cet enregistrement aux personnes visées à l'article 31.5.3 du CCAG-Travaux dans un délai de 7 jours.

Tout manquement à ces dispositions entraînera l'application d'une pénalité visée à l'article 4.7.5 du présent CCAP.

(c) *Permis feu*

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, le titulaire doit remplir un permis feu fourni par l'OPCIC qui assurera l'organisation et la mutualisation des demandes de permis feu des entreprises pour transmission au personnel du SSIAP (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes) du site.

8.4.8. Éclairage et gardiennage

Le titulaire est responsable de ses ouvrages pendant toute la durée du chantier.

Le titulaire se conformera aux dispositions du règlement interchantier.

8.4.9. Panneaux de chantier

Le panneau de chantier sera fourni, posé et entretenu par le titulaire du lot n°01 tout au long de la durée d'exécution de son marché. La maquette du panneau est fournie par la maîtrise d'ouvrage.

8.4.10. Signalisation du chantier

La signalisation du chantier est à la charge du lot 1.

Les intervenants se conformeront à l'article 36.1 du CCAG-Travaux.

8.4.11. Photos de chantier

Pendant toute la durée du chantier, le titulaire fournira mensuellement des relevés photographiques en fonction du programme de prises de vues remis par le maître d'œuvre.

Ces prestations comporteront :

- 6 prises de vues datées (support EKTAS 24 X 36 ou 6 X 5) ;
- 2 tirages en couleur + 1 négatif (format A4 - 21 x 29.7) ;
- cd-Rom / clé USB.

Ces prestations seront cédées à titre gratuit au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre et seront libres de tout droit d'exploitation (droits de représentation et droits de reproduction). Elles devront être transmises au centre de documentation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourra les utiliser pour sa communication sur tous supports connus ou inconnus à ce jour.

8.4.12. Fin de chantier

Outre le nettoyage de chantier et la remise en état des emplacements des installations, le titulaire devra veiller au nettoyage définitif des surfaces terminées avant réception. Afin d'assurer ces nettoyages, le pilote ordonnera l'intervention du titulaire et s'il y a lieu fera appel à une entreprise spécialisée de nettoyage qui interviendra simultanément avec les équipes de finition, les frais d'intervention étant pris en charge par le titulaire.

8.5. DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Le représentant du maître d'ouvrage fait son affaire de l'obtention et de la délivrance au titulaire des permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet des marchés.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire aura à sa charge, outre la constitution des dossiers relatifs aux autorisations d'occupations temporaires en surface ou en tréfonds du domaine public ou privé, aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées, ainsi que l'obtention de ces autorisations.

Il aura à sa charge le paiement des taxes, frais et redevances afférentes à ces autorisations.

Le représentant du maître d'ouvrage doit être tenu régulièrement informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune de ces demandes d'autorisation, de manière à assister le titulaire autant que de besoin.

8.6. REUNION DE CHANTIER - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - REUNIONS DE COORDINATION

(a) Réunion de chantier

Les dates et heures de rendez-vous de chantier seront fixées par le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision.

(b) Rendez-vous de chantier – réunions de coordination

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage, le pilote ou le COPS ainsi qu'à toutes les réunions de coordination ou d'y déléguer un agent ayant le pouvoir pour engager l'entreprise titulaire et donner sur le champ des ordres nécessaires aux agents de l'entreprise titulaire sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heure fixés par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage. Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par le représentant du maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre. La fréquence des rendez-vous de coordination est fixée selon les besoins.

La présence du titulaire aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et mention du fait est portée sur le cahier de chantier visé ci-après, et ce, sans préjudice des pénalités citées à l'article 4.7.7 du présent CCAP.

La liste des personnes devant représenter le titulaire du lot sera soumise, pendant la période de préparation, au maître d'œuvre et au représentant du maître d'ouvrage pour agrément.

Le titulaire est responsable dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article et des dommages en résultant.

Les frais de reproduction et la diffusion de comptes rendus des réunions précitées, au maître d'ouvrage et au bureau de contrôle, sont à la charge de la MOE.

Les incidents de chantier seront formellement consignés sur le cahier de chantier.

8.7. PRISE EN CHARGE DU SITE, RECEPTION DES SUPPORTS

Chacun des titulaires de lot devant intervenir dans un secteur déterminé du chantier devra faire préalablement à son intervention et en temps utile en présence du maître d'œuvre un état des lieux contradictoire. Cet état des lieux est fait à l'initiative du titulaire.

L'absence du titulaire implique que celui-ci a procédé à la prise en charge du site sans aucune réserve.

Toutes réclamations ultérieures autres que celles liées à des vices cachés, ne sont plus recevables.

8.8. PROTECTION CONTRE LES NUISANCES

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, le titulaire devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux-piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du 11 avril 1972, du 4 novembre 1975, du 10 décembre 1975, concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre pourra prescrire au titulaire, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais et risques du titulaire.

8.9. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

En dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques et à celles de l'Etablissement seront à la charge du titulaire.

8.10. RESPONSABILITE DES OUVRAGES

Le titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pendant le chantier.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder la bonne marche des travaux quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

8.11. SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de leur mission.

Ils ne pourront faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage et du maître d'ouvrage.

Ils ne pourront pas communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage et du maître d'ouvrage.

Le titulaire et le représentant du maître d'ouvrage s'engagent, chacun pour sa part, à ne divulguer aucune information confidentielle qui, émanant de l'autre partie, pourrait parvenir à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

8.12. TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du maître d'ouvrage, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail.

9.1 - CONTROLES

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

En plus des contrôles effectués par le maître d'œuvre, conformément à l'article 24.4 du CCAG-Travaux, les titulaires des différents lots techniques devront réaliser à leur charge les essais de fonctionnement de leurs installations (essais COPREC) et communiquer les procès-verbaux du type COPREC au représentant du maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au contrôleur technique pour avis.

9.1.1 - Contrôles des ouvrages et / ou parties d'ouvrages

Tous les contrôles des ouvrages et / ou parties d'ouvrages définis dans le marché (particulièrement les C.C.T.G. et les CCTP) sont à la charge exclusive du titulaire.

Ces contrôles seront exécutés par un Bureau de Contrôle ou un laboratoire notoirement compétent que le titulaire soumettra à l'agrément du maître d'œuvre.

9.1.1.1 Essais et contrôles des ouvrages sous la responsabilité du titulaire

Le titulaire doit apporter au pouvoir adjudicateur ou à son représentant, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrage prévus par les fascicules concernés du CCTG-Travaux et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé. Il doit également fournir les études de détail et les descriptifs prévus à l'article 9.2.2 du présent CCAP.

En complément de l'article 24 du CCAG-Travaux, il sera procédé, sous la direction du contrôleur technique désigné par le pouvoir adjudicateur, et avant réception, aux essais et vérifications figurant dans le document technique COPREC, approuvé par les assureurs (document n°1), ou équivalent émis par l'Agence Qualité Construction (AQC). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux faisant l'objet du « document technique COPREC n°2 » ou équivalent émis par l'AQC. Sous la direction du contrôleur technique désigné par le pouvoir adjudicateur, il sera également procédé à la vérification initiale des installations électriques conformément aux dispositions du règlement de sécurité et du code du travail.

L'ensemble des tests, essais ou vérifications fera l'objet d'un rapport rédigé par le titulaire et remis au pouvoir adjudicateur ou à son représentant en vue d'une validation contradictoire du résultat obtenu. Ce rapport devra comporter le protocole des essais, les fiches d'autocontrôle du titulaire et précisera les performances contractuelles et les performances constatées. Il comportera également, le cas échéant, l'ensemble des plans, documents, note de calcul, documentations fournisseurs, notice d'exploitation et maintenance, certificat et rapport de mise en service, etc.

9.1.1.2 Essais et contrôles des ouvrages à l'initiative du pouvoir adjudicateur

En concertation entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou son représentant, il pourra être procédé, avant réception, à des essais spécifiques.

Des essais dynamiques seront à réaliser par le titulaire : tests d'utilisation simultanée de matériel, tests d'occupation simultanée des locaux, etc.

La liste de ces tests sera proposée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et ces tests seront effectués dans le cadre des opérations décrites à l'article 9.2.1. Le titulaire prendra à sa charge la fourniture des moyens humains et matériels nécessaires à leur mise en œuvre.

9.1.2 - Contrôle en usine ou en atelier

Le maître d'œuvre peut se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières du titulaire et de ses fournisseurs pour d'éventuelles opérations de vérification et d'essais des matières premières avant usinage, de contrôle de la fabrication et d'exécution des fournitures destinées aux travaux du marché.

Les diligences nécessaires pour permettre cette représentation auprès des fournisseurs incombent au titulaire.

Le fait que le maître d'œuvre n'utilise pas de cette faculté ne dégage en rien le titulaire des responsabilités découlant de ses obligations d'autocontrôle de la qualité des matériaux qu'il emploie.

9.1.3 - Autocontrôle

Les dispositions relatives à l'autocontrôle sont définies dans les cahiers des clauses techniques particulières. Elles devront être strictement appliquées.

Le responsable de l'autocontrôle du titulaire pour le chantier devra être nommé pendant la période de préparation définie à l'article 4.1 du présent CCAP

9.1.4 - Essais fonctionnels

Le titulaire est responsable des essais fonctionnels sur l'ensemble des équipements techniques tels que définis dans les cahiers des prescriptions techniques et particulières.

Les protocoles d'essais fonctionnels doivent couvrir l'ensemble des séquences de régulation permettant d'assurer un fonctionnement conforme à l'analyse fonctionnelle. S'ils sont menés à partir d'une supervision, ils doivent être confortés avec une vérification visuelle au niveau de chaque équipement.

Les protocoles d'essais sont diffusés en amont de la tenue des essais selon les délais indiqués dans le plan de commissionnement. Les rapports d'essais sont diffusés maximum 3 jours après réalisation des essais.

9.1.4 - Autres contrôles et essais

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Le règlement en sera assuré par le représentant du maître d'ouvrage si les résultats sont positifs, par le titulaire dans le cas contraire.

9.2 - RECEPTION DES TRAVAUX

9.2.1 – Opérations préalables à la réception des travaux

9.2.1.1 Condition de démarrage des Opérations Préalables à la Réception (OPR)

Les opérations préalables à la réception (OPR) ne peuvent s'effectuer qu'après l'achèvement total des travaux, paramétrages et essais internes compris.

Le titulaire avise le maître d'œuvre et le pouvoir adjudicateur, par écrit, au plus tard deux mois avant la date d'achèvement prévisionnelle des travaux, de la date à laquelle ils estiment que les travaux seront achevés.

Un calendrier détaillé des OPR est alors établi et fait apparaître à minima les éléments suivants :

- Le planning détaillé de la fin des travaux ;
- La date prévisionnelle d'achèvement des travaux, incluant tous les essais et contrôles définis à l'article 9.1 ci-dessus ;
- La date prévisionnelle de démarrage des OPR, tenant compte des différentes échéances ;
- Les dates des contrôles de chacun des corps d'état réalisés par le maître d'œuvre ;

- Les dates des essais des équipements techniques conduits par le maître d'œuvre, avec la présence éventuelle du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le maître d'œuvre précise au titulaire la date à laquelle doivent commencer les opérations préalables à la réception. La durée prévisionnelle des OPR est évaluée à 2 semaines, en dérogation à l'article 41.1 du CCAG.

9.2.1.2 Déroulement des opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception sont menées sous la responsabilité du maître d'œuvre. Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réservent la possibilité de participer à l'intégralité de ces opérations. Elles comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves, essais, tests et vérifications prévus par le présent marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au présent marché ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons et de la conformité des prestations aux prescriptions des pièces du présent marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation de la qualité de finition ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux, sauf à ce qu'après accord du pouvoir adjudicateur, il s'avère nécessaire de conserver certaines installations de chantier ;
- Le cas échéant, la participation à la visite de la commission de sécurité (ou tout autre autorité compétente pour décider de l'ouverture au public de l'ouvrage) préalablement saisie et les éventuels essais demandés par ses soins ; les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- La vérification de la documentation exploitation-maintenance.

Ces opérations préalables à la réception font l'objet d'un procès-verbal (*basé sur un formulaire type EXE4*), impérativement co-signé par le maître d'œuvre et le titulaire.

Au vu du procès-verbal des OPR, le maître d'œuvre transmet dans un délai de 5 jours au pouvoir adjudicateur, un document (*basé sur un formulaire type EXE5*) indiquant s'il propose ou non la réception, et dans l'affirmative, les réserves dont il propose éventuellement d'assortir la réception. Dans ce cas, il annexe la liste consolidée, informatisée et numérotée des réserves à ce document, qui est co-signée par le maître d'œuvre et le titulaire.

9.2.2 - Réception

Toute prise de possession de l'ouvrage par le maître d'ouvrage doit être précédée de sa réception. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

Au vu du procès-verbal de fin des OPR visé à l'article précédent, de la proposition de réception du maître d'œuvre désigné, des réserves complémentaires éventuellement constatées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et du rapport final du contrôleur technique, le pouvoir adjudicateur décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves, dans les conditions suivantes.

Prononcé de la réception sans réserve

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, dans le cas où il prononce la réception, le pouvoir adjudicateur fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux et notifie sa décision au titulaire dans les 30 jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date de signature du procès-verbal de réception.

Il est précisé que dans ce cas, la période comprise entre la date d'achèvement des travaux et la date de prise d'effet de la réception ne pourra pas faire l'objet de la pénalité de retard prévue à l'article 4.7 du présent CCAP.

Le prononcé de la réception ne saurait être tacite.

Réception avec réserves

Le pouvoir adjudicateur peut décider de prononcer la réception de l'ouvrage avec réserves s'il apparaît que titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons relevées dans le procès-verbal de fin des OPR.

La réception prend effet à la date de signature du procès-verbal de réception. Il est précisé que dans ce cas, la période comprise entre la date d'achèvement des travaux et la date de prise d'effet de la réception ne pourra pas faire l'objet de la pénalité de retard prévue à l'article 4.7 du présent CCAP. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique un délai raisonnable pour lever les réserves concernées. En l'absence d'un tel délai, les réserves doivent être levées au plus tard six mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où les travaux exigés du titulaire pour la levée des réserves ne seraient pas faits dans les délais prescrits, le pouvoir adjudicateur peut appliquer la pénalité prévue en cas de non levée des réserves prévues à l'article 4.7 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre décider de :

- Proposer une réfaction au titulaire lorsque celui-ci éprouve des difficultés à lever une ou plusieurs réserves ;
- Faire exécuter ces travaux aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse, Les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la date de décision d'exécution aux frais et risques (date d'attribution du marché de substitution).

Réception sous réserves

Par dérogation aux articles 41.4 et 41.5 du CCAG travaux, dans le cas où certaines épreuves doivent encore être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. De même, s'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le pouvoir adjudicateur peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations.

Les épreuves et/ou prestations doivent être réalisées dans un délai qui n'excède pas trois mois, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

La constatation de l'exécution de ces épreuves et/ prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal de fin des OPR.

Dans le cas où les épreuves et/ou travaux exigés du Titulaire ne seraient pas faits dans les délais prescrits, le pouvoir adjudicateur peut appliquer la pénalité prévue à l'article 4.7 du présent CCAP.

Dans le cas où les épreuves et/ou travaux exigés du titulaire ne seraient pas faits dans un nouveau délai de 3 mois à compter de l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent, le pouvoir adjudicateur peut décider de :

- Rapporter la réception, pour l'ensemble des prestations de l'ouvrage ou de la partie ou les parties de l'ouvrage concernées, le cas échéant ;
- Faire exécuter ces épreuves et/ou travaux aux frais et risques du titulaire puis confirmer la réception ;
- Proposer au titulaire une réfaction sur les prix puis confirmer la réception.

Si le titulaire refuse la réfaction, le pouvoir adjudicateur décidera de rapporter la réception ou de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Réfaction

Si tout ou partie de l'ouvrage n'est pas entièrement conforme aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation de l'ouvrage, le pouvoir adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfaction des travaux estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur la réfaction :

- S'il accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve sur ces points ;

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Refus de réceptionner

Au vu du procès-verbal de fin des OPR, le pouvoir adjudicateur peut décider de refuser la réception. Sa décision doit être motivée.

Dans ce cas, les parties se rencontrent obligatoirement dans les 5 jours afin d'envisager ensemble les solutions permettant l'adoption d'une décision de réception avec ou sans réserve le cas échéant.

9.2.3 - Levées de réserves

Le délai fixé pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et / ou constatés pendant le délai de garantie est notifié au titulaire.

9.2.4 - Mission du contrôleur technique lors des réceptions - Installations techniques

Les titulaires de chacun des lots concernés ont à leur charge les essais et la fourniture des documents, ainsi que la mise à disposition des personnels, matériels, fournitures et produits consommables nécessaires aux vérifications du maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

9.3 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux, une réception partielle pourra être prononcée pour les ouvrages dont le maître d'ouvrage désire prendre possession anticipée. Dans ce cas et par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est prolongé d'un délai correspondant à l'écart entre la réception partielle et la réception définitive.

9.4 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.

La mise à disposition du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, notamment pour la mise en place des équipements, est conforme à l'article 43 du CCAG-Travaux. Ne s'agissant pas de prise de possession, elle ne donne pas lieu à réception partielle mais à un état des lieux contradictoire demandé par le titulaire.

9.5 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les dispositions concernant les dossiers d'ouvrages exécutés (D.O.E.) figurent dans le CCGC.

9.6 - FORMATION ET MISE AU COURANT DU PERSONNEL EXPLOITANT

Les titulaires des lots techniques et d'équipements spéciaux auront l'obligation d'instruire et de former, pour la mise en exploitation, le personnel technique et de service qui sera mis à leur disposition à cet effet par l'exploitant futur.

Les modalités de cette obligation seront définies en temps voulu en accord avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et l'OPC. Elle peut intervenir durant le délai global d'exécution et / ou pendant la période de garantie.

9.7 - DELAIS DE GARANTIE

Les périodes de garantie prévues à l'article 44 du CCAG-Travaux ont pour point de départ le jour de la réception.

Par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-Travaux, les périodes de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle ou d'une prise de possession anticipée, courent jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux. Elles courent depuis cette date, pendant :

1/ DIX ANS : durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :

- qui portent atteintes à la solidité de l'ouvrage
- qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination
- qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment, que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

2/ DEUX ANS : au titre de la garantie de bon fonctionnement.

Cette garantie porte sur les éléments d'équipement dissociables, abandonnant ainsi la distinction entre gros et menus ouvrages. Cette garantie institue une présomption de responsabilité pesant sur les constructeurs en cas de mauvais fonctionnement d'un élément d'équipement qui peut être démonté sans porter atteinte aux murs, à la toiture et au sol.

3/ UN AN : au titre de la garantie de parfait achèvement à laquelle les titulaires de chacun des lots sont tenus et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le représentant du maître d'ouvrage, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

9.8 - ASSURANCES

Les dispositions concernant les assurances ci-après définies dérogent à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux.

9.8.1 - Polices à souscrire par les titulaires à leurs frais

A- Installations et engins de chantier

Le titulaire fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements et engins de chantiers lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché.

Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toute circulation.

B- Responsabilité Civile en cours de chantier et après travaux

Le titulaire devra justifier, **dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance**, qu'il a souscrit un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité à raison des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le maître d'ouvrage et le représentant du maître d'ouvrage du fait notamment de l'exécution des travaux objet du marché.

L'attestation originale émise par l'assureur devra comporter les points suivants :

- **la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;**
- **l'attestation devra être valable au jour du démarrage des prestations du titulaire et renouvelée chaque année pendant la durée de son intervention ;**

Responsabilité civile en cours de travaux : Montants minimum des garanties par sinistre :

-Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus : 7 000 000 € dont 3 000 000 € pour les dommages matériels et immatériels dont 1 500 000 € pour les dommages immatériels non consécutifs

Et

Responsabilité civile atteinte à l'environnement
Accidentelle : 1 000 000 € par année d'assurance

Responsabilité civile après travaux : Montants minimum des garanties par année d'assurance :

-Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus : 7 000 000 € dont 3 000 000 € pour les dommages matériels et immatériels dont 1 500 000 € pour les dommages immatériels non consécutifs.

En tout état de cause, cette police devra prévoir des montants de garanties suffisantes pour la couverture des risques encourus.

En cas de groupement, chaque membre devra satisfaire aux obligations précisées ci-dessus.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 4.7.10 du présent CCAP.

C - Responsabilité Civile décennale

Le titulaire devra justifier de la souscription d'une assurance de responsabilité DOC (Date d'Ouverture de Chantier).

Ainsi il devra justifier, **dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification** du marché, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil, et présenter l'attestation d'assurance correspondante.

Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241- 1 du Code des assurances.

L'attestation originale émise par l'assureur devra impérativement :

- **mentionner la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;**
- **être valable au jour de la DROC (date réglementaire d'ouverture de chantier) ou de l'OS de démarrage des travaux ;**
- **être nominative de chantier avec mention de l'adresse et du montant total de l'opération (travaux + honoraires) ;**
- **stipuler que les garanties s'appliquent :**
 - . **Avec l'abrogation de toute règle proportionnelle éventuelle des capitaux quel que soit le montant de l'opération.**

Les montants de garanties par sinistre devront être au minimum :

- Lots gros œuvres, fondations, structures, étanchéité, façades : 10 000 000 €
- Lors second œuvre : 6 000 000 €
- Maîtrise d'œuvre, architectes, BET, Contrôle technique : 3 000 000€

En cas d'emploi de techniques non courantes, le titulaire aura obtenu au préalable l'accord formel de son assureur et obtenu une attestation portant cette mention.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 4.7.10 du présent CCAP.

9.8.2 - Police souscrite par le représentant du maître d'ouvrage

9.8.2.1 – Tous risques chantiers

Dans le cadre des travaux objet du présent marché, le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une garantie « tous risques chantier » dont les caractéristiques suivent :

- **Assurés :** Tous les intervenants à l'opération de construction en ce compris les MOE, sachant que l'assureur renonce à recours contre les intervenants et leurs assureurs
- **Durée :** à compter du démarrage sur le site et jusqu'à la réception

- Biens assurés : Tous les ouvrages, travaux y compris provisoires, équipements destinés à faire partie intégrante de l'opération et compris dans l'assiette de prime (les engins de chantier et les installations de chantier ne sont pas assurées)
- Montant assuré :
 - o À hauteur du montant de l'opération pour les travaux neufs
 - o À hauteur d'un premier risque pour les dommages à l'existant (hors incendie)
- Garanties : tous dommages matériels atteignant les biens assurés en cours de travaux y compris ceux résultant d'une erreur de conception, ainsi que les garanties annexes habituelles lorsqu'elles sont consécutives à un dommage assuré (à hauteur de sous limites) telles que frais de déblais, mesures conservatoires, honoraires hommes de l'art, frais d'accélération ...
- Franchise : la franchise sera toujours supportée par les responsables des sinistres, à défaut par les titulaires des lots sinistrés qui reçoivent les indemnités. La franchise minimum envisagée est de 30 000 € PAR SINISTRE.
- La police comportera les exclusions habituelles en la matière et celles éventuellement imposées par les assureurs à l'issue de la consultation.

La prime TRC sera financée par le MOA, et toute surprime imputable aux titulaires leur sera intégralement répercutée s'ils en sont à l'origine.

9.8.2.2 - CCRD (Opérations supérieures à 15 M€ HTVA)

Le Maître d'Ouvrage souscrira à ses frais la police de responsabilité décennale de deuxième ligne dite « Contrat Collectif de Responsabilité Décennale » pour le compte de tous les constructeurs titulaires d'un contrat de louage d'ouvrage avec renonciation à recours contre leurs sous-traitants. Ce contrat collectif de responsabilité décennale viendra en complément des polices d'assurances de RC Décennale des titulaires dont les montants minimums sont les suivants :

- 10 000 000 € par sinistre pour les lots fondations, gros œuvre et structures
- 6 000 000 € par sinistre pour les lots de second œuvre
- 3 000 000 € par sinistre les « concepteurs » (MOE et contrôle technique)

Le montant assuré au titre du contrat CCRD est envisagé à hauteur du montant de l'opération de construction neuve minimum et pour les 10 années suivant la réception, le montant finalement retenu sera communiqué aux titulaires après consultation du marché de l'assurance.

Le MOA et ses assureurs renoncent à recourir contre les constructeurs assujettis à assurance décennale obligatoire ainsi que contre leurs assureurs au-delà du montant du CCRD qu'il souscrira.

9.8.3 - Gestion des sinistres

Le titulaire doit déclarer au représentant du maître d'ouvrage, ou à toute autre personne désignée par lui, les pertes, dommages ou désordres matériels affectant son lot, ou la réclamation d'autrui, dans un délai de 48 heures à compter du jour où elle en a eu connaissance.

9.8.4 - Etendue de la responsabilité des titulaires et renonciations à recours.

Les polices d'assurance décrites ci-avant ainsi que leurs modalités d'application ne constituent qu'un minimum exigé par le représentant du maître d'ouvrage.

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-dessus, l'attention des constructeurs est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires, et éventuellement de toutes

assurances qu'ils souhaiterait souscrire en complément des garanties apportées par les polices souscrites par le représentant du maître d'ouvrage.

La souscription par le représentant du maître d'ouvrage de police d'assurance « tous risque chantier » est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par les constructeurs et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le représentant du maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et les constructeurs renoncent à exercer tout recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette police.

Le contrat d'assurance « tous risques chantiers » souscrit par le représentant du maître d'ouvrage sera assorti d'une clause de renonciation à recours de l'assureur contre le titulaire (sauf cas de malveillance prouvée) et ses assureurs.

Le représentant du maître d'ouvrage conservera intactes ses possibilités de recours contre le titulaire (et ses assureurs) pour tout sinistre à l'origine duquel le titulaire aurait engagé sa responsabilité notamment pour la récupération du montant de la franchise mis à la charge des assurés en application de la police d'assurance « tous risques chantier » éventuellement souscrite par le représentant du maître d'ouvrage.

Dans le cas où le représentant du maître d'ouvrage n'aurait pas souscrit cette police, son recours à l'égard de ou des titulaires des lots responsables s'appliquera sur la totalité du dommage.

A cette fin le représentant du maître d'ouvrage pourra procéder à toute compensation sur les acomptes en cours de règlement y compris donc en cas de surcoûts d'assurance.

9.8.5 - Dispositions diverses

Pendant toute la durée du marché, le titulaire renouvellera les attestations d'assurance, prévues au paragraphe B de l'article 9.8.1 du présent CCAP, **7 jours au plus tard après leur fin de validité**. Celles-ci seront rédigées par les Sociétés d'Assurances en un seul exemplaire original, elles vaudront quittances de paiement de la prime et comporteront la description exacte des activités garanties (y compris pour les travaux donnés en sous-traitance).

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture par rapport aux prescriptions du marché, le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire les assurances complémentaires nécessaires pour le compte de ce dernier. Dans ce cas, le montant de la prime sera retenu sur les situations de travaux.

Le titulaire pourra, suivant demande écrite préalable, prendre connaissance intégralement des conditions d'assurances « tous risques chantier » souscrites pour l'opération concernée par le représentant du maître d'ouvrage (ou son représentant) comme il est dit ci-avant. Il est bien précisé que des copies du contrat pourraient être délivrées, suivant demandes écrites motivées, et en tant que de besoin uniquement.

Le titulaire sera seul responsable de la communication, en temps utiles, à ses assureurs des clauses et conditions du marché figurant aux articles 9.8.1 à 9.8.5.

Les conséquences dommageables d'un éventuel manquement aux présentes dispositions seront à la charge exclusive de celui-ci, aucune réclamation ne pouvant être formulée au le représentant du maître d'ouvrage tant de la part du titulaire, de ses sous-traitants éventuels, que de leurs différents assureurs respectifs.

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-Travaux (articles 50 à 52) avec les précisions et dérogations suivantes :

10.1. RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le maître d'ouvrage peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité. (Article 51.1.1 du CCAG Travaux)

10.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 50.4 du CCAG-Travaux, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

10.3. RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 5%. Le pourcentage d'abattement est fixé à 20%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), i) et j) de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

10.4. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 52 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG-Travaux, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

Article 11.	Règlement des litiges
--------------------	------------------------------

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux, le délai laissé au maître d'ouvrage pour notifier sa décision motivée sur un mémoire en réclamation est fixé à 2 mois.

En cas de litige, et s'il ne peut y avoir de règlement amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

Article 12.**Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles****12.1. TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES DU MARCHE PUBLIC**

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du Titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

12.2. TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

Article 13.	Dérogations aux documents généraux
--------------------	---

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-travaux, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.